



**ANSD**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

-----  
**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

# **SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2013**

**FEVRIER 2016**

**Directeur Général, Directeur de publication**
**Aboubacar Sédikh BEYE**

Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales P.I.	Papa Ibrahima S. SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines P.I.	Djibril Oumar LY
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale P.I.	Mam Siga NDIAYE

**COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION**

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA Atoumane FALL, Abdoulaye Mamadou TALL, Ndeye Aida FAYE TALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou DIACK, Ramlatou DIALLO, Oumar DIOP, Abdoulaye FAYE, Adjibou Oppa BARRY, Ndeye Binta DIEME COLY, Saliou MBENGUE, Thiayédia NDIAYE

**COMITE DE REDACTION**

0. PRESENTATION DU PAYS	Amadou FALL DIOUF
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM et Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Woudou DEME
13. TRANSPORT	Bocar KA
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Mamadou DAFPE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
19. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou Ngalgou KANE et Adama SECK
20. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO
22. CULTURE	Atoumane FALL

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn) ; Email: [statsenegal@ansd.sn](mailto:statsenegal@ansd.sn)

**Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers**

**ISSN 0850-1491**

## **AVANT PROPOS**

*La Situation Economique et Sociale Nationale (SESN) est une publication annuelle qui fait la synthèse des informations statistiques émanant de l'ANSD et des autres structures du Système National Statistique (SSN), dans le cadre de l'exécution de leurs tâches quotidiennes.*

*La SESN essaie d'embrasser la quasi- totalité des secteurs de l'activité économique et sociale en mettant en relief l'information quantitative, fournissant ainsi les principaux indicateurs économiques, sociaux et démographiques du Sénégal. Elle constitue un véritable instrument de planification et d'aide à la prise de décision pour les principaux acteurs du développement de notre pays.*

*La réalisation de la SESN 2013 a été possible grâce à l'appui et la collaboration de l'ensemble des partenaires de l'ANSD, constitués des membres du SSN que je remercie vivement, pour leur franche et précieuse contribution.*

*Les remarques et suggestions seront mises à profit pour améliorer la qualité de ce précieux document.*

**Aboubacar Sédikh BEYE**

Directeur Général  
Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

## **PRESENTATION DU PAYS**

### **Données physiques**

Le Sénégal est situé à l'extrême ouest de l'Afrique occidentale avec une façade maritime de plus de 700 km sur l'océan atlantique. Il s'étend sur une superficie de 196 712 Km<sup>2</sup> et compte en 2013 une population de 13 508 715 habitants dont 6 773 294 femmes et 6 735 421 hommes (RGPHAE 2013). La densité de sa population est de 69 habitants/km<sup>2</sup>. Le Sénégal est limité au Nord et à l'Est par la Mauritanie, à l'Est par le Mali et au Sud par la Guinée et la Guinée Bissau. La République de Gambie constitue une enclave de 25 km de large et près de 300 km de profondeur à l'intérieur du territoire sénégalais.

### **Données climatologiques**

Le Sénégal est un pays de l'Afrique subsaharienne, avec un climat de type soudano-sahélien. Le climat est tropical au sud et semi désertique au nord ; il se caractérise par l'alternance d'une saison sèche de novembre à mi-juin et d'une saison humide et chaude de mi-juin à octobre. La pluviométrie moyenne annuelle suit un gradient décroissant du Sud au Nord du pays. Elle passe de 1200 mm au Sud à 300 mm au Nord, avec des variations d'une année à l'autre. Trois principales zones de pluviométrie correspondant à trois zones climatiques sont ainsi déterminées : une zone forestière au Sud, une savane arborée au centre et une zone semi-désertique au Nord.

### **Données hydrographiques**

Outre l'Océan Atlantique qui le limite à l'Ouest, les ressources en eaux de surface au Sénégal sont constituées par quatre fleuves : le fleuve Sénégal au nord (1700 Km de long), le fleuve Saloum (250 km) au centre, le fleuve Gambie (1 130 km) au centre et le fleuve Casamance (300 km) au sud. Des lacs et des rivières complètent le régime hydrologique. La réalisation des Grands Barrages de Diama et de Manantali, en particulier, que le Sénégal partage avec le Mali et la Mauritanie à travers l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), contribue à la maîtrise des ressources hydrauliques et partant, au développement de l'agriculture, de l'élevage, de la navigation, de l'approvisionnement en eau potable et en énergie pour les populations.

## Organisation administrative

En 2008, la loi 2008-14 du 18 mars 2008 a modifié la loi 72-02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration Territoriale et Locale et a porté le nombre de régions à 14 dont trois nouvelles : Kaffrine, Kédougou et Sédhiou. Les départements sont au nombre de 45 subdivisés en Arrondissements, Communes et Communautés rurales. Les cinq (5) villes du Sénégal (Dakar, Rufisque, Pikine, Guédiawaye et Thiès) sont subdivisées en communes d'arrondissement.

Il y a deux modes de gestion du territoire : un mode déconcentré dans lequel le pouvoir est exercé par des agents de l'Etat et un mode décentralisé dans lequel le pouvoir est exercé par des organes élus. Dans le mode déconcentré, la région est placée sous l'autorité du Gouverneur, le département sous celle du Préfet et l'arrondissement sous celle du Sous-préfet. Dans le mode décentralisé, la région en tant que collectivité locale est gérée par le conseil régional, la commune par le conseil communal et la communauté rurale par le conseil rural.

La capitale économique et politique du Sénégal est Dakar.

## Environnement économique [OD1]

En 2013, l'environnement international demeure sous l'emprise de la crise économique mondiale, en dépit des importantes mesures prises par les dirigeants occidentaux pour relancer la production et juguler ses effets dévastateurs notamment sur l'investissement et l'emploi.

### - Les ressources du PIB

Au plan interne, l'économie sénégalaise semble davantage affectée par la conjoncture internationale difficile, notamment la situation socio-politique au Mali et plus spécifiquement par les difficultés du secteur industriel.

En revanche, la reprise enregistrée l'année précédente devrait se consolider en 2013, portée par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire.

Globalement, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 4% en 2013 contre 3,5% un an auparavant. Le PIB non agricole, pour sa part, devrait se conforter de 3,7% contre 2,6% en 2012.

### Secteur primaire :

L'activité devrait rester vigoureuse, dans la même dynamique que 2012, à la faveur des performances attendues dans le sous-secteur agricole, mais également de la bonne tenue affichée par les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

Le sous-secteur agricole devrait se conforter suite à la reprise enregistrée en 2012, sous l'effet d'un hivernage satisfaisant et des efforts consentis par le Gouvernement en matière de fourniture d'intrants. Le sous-secteur devrait tirer, par ailleurs, avantage de la mise en œuvre des programmes agricoles visant à renforcer la productivité et le revenu des producteurs, en l'occurrence le Programme national d'investissement agricole (PNIA), le Programme de développement des marchés agricoles du Sénégal (PDMAS) ainsi que le Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (PADAER).

De plus, la préservation de la situation phytosanitaire sur l'étendue du territoire national contribuerait à la consolidation des rendements agricoles. Au total, l'activité du sous secteur agricole est projetée en hausse de 8,4 % en 2013 contre 17,4 % en 2012, à la faveur de la bonne tenue escomptée notamment des productions céréalière, horticole et arachidière. Ainsi, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont respectivement attendues en progression de 7,5% et 10,7% en 2013 (contre +17,2% et +18,2% en 2012).

Dans le sous-secteur de l'élevage, l'activité affiche un regain de croissance favorisé notamment par la bonne campagne agricole 2012/2013. En effet, la production de viandes portée par les bovins et les ovins devrait se conforter de 5% sous l'effet, entre autres, de l'amélioration du poids des carcasses consécutive au renforcement de la disponibilité du fourrage. La production de lait maintiendrait également son dynamisme, avec une hausse projetée à 9,1%, grâce à la poursuite de l'amélioration de la qualité des races.

Les productions de volaille et d'œufs sont, pour leur part, prévues en hausse de 1,3% et 3,8% respectivement. Globalement, le sous-secteur ressortirait en progression de 5% en 2013 après un net ralentissement enregistré l'année précédente (+1%).

Au niveau de la pêche, malgré les difficultés liées principalement à la rareté de la ressource, le sous-secteur devrait croître de 5,9% en 2013 contre 4,9% en 2012, porté par la vigueur de la pêche industrielle, avec notamment le redémarrage des activités de la Société Nationale des Conserveries du Sénégal (SNCDs).

**Secteur secondaire :**

La relance attendue suite au ralentissement observé l'année précédente a été sensiblement atténuée par les contreperformances des activités extractives, des corps gras alimentaires, de la fabrication de sucre, de l'égrenage de coton et fabrication de textiles, du raffinage de pétrole et des matériaux de construction. Par conséquent, le secteur progresserait d'à peine 1,8% en 2013 contre 0,9% en 2012, traduisant ainsi les difficultés de l'industrie.

Concernant le sous-secteur minier, l'activité est marquée par le repli des productions de phosphate (-25,8%) et de sel (-3,8%). La contraction de l'extraction de phosphate est le résultat des pannes techniques enregistrées par la principale unité industrielle de la branche. Cette situation devrait être atténuée par les productions d'attapulгите et d'or projetées en hausse respectivement de 30,5% et 20%. L'essor de l'extraction d'or, pour sa part, est en liaison avec le dynamisme des mines dans le sud-est du Sénégal.

Dans l'industrie de fabrication de corps gras alimentaires, l'activité de production peine à se relancer globalement. Malgré la bonne campagne arachidière 2012/2013, les faibles niveaux de collecte des graines d'arachide conjugués à des pannes techniques et à la progression des importations ont affecté la production d'huile raffinée (-35%). Au total, le sous-secteur est attendu en baisse de 5,4% en 2013 après s'être replié en 2011 (-8,9%) et 2012 (-9,1%).

S'agissant de la fabrication de sucre et confiserie qui a enregistré une bonne relance en 2012 après une série de contreperformances, elle devrait connaître une contraction de 14,4% en 2013 liée à l'écoulement des stocks. Parallèlement, les importations de sucre brut et raffinée se sont inscrites en retrait de 32,4% sur les sept (7) premiers mois de l'année, reflétant ainsi la mesure de blocage prise par les autorités en vue de réguler le marché intérieur.

Dans l'égrenage de coton et la fabrication de textiles, l'activité fléchirait de 8,3% en 2013 après une bonne tenue enregistrée l'année précédente (+9,3%). Le sous-secteur demeure confronté à la concurrence des produits importés qui se sont renforcés de 18,7% sur les sept premiers mois de l'année.

Dans le même sillage, les activités de raffinage de pétrole se replieraient de 10,7% en 2013 après une progression de 7% en 2012. Ce recul est le fait de la baisse de la production de la principale entreprise du sous-secteur induite par le repli de la demande, comme en témoigne la trajectoire baissière des importations de pétrole brut (-9,4%) à fin juillet.

Pour ce qui est des matériaux de construction, l'activité a subi de plein fouet depuis 2012 l'effet de la crise socio-politique et sécuritaire au Mali. La baisse des commandes de ciment de ce client s'est accentuée en 2013, induisant une contraction de 24% des exportations globales de ciment sur les sept (7) premiers mois de l'année. A cela, s'ajoute la concurrence liée notamment au démarrage d'une unité de production de ciment au Mali. Cette situation est atténuée par la bonne tenue de la demande locale en liaison avec les importants chantiers en exécution. Au total, le sous-secteur devrait afficher une baisse de 5,2% en 2013 contre -0,2% en 2012.

L'industrie est, par ailleurs, affectée par le repli des sous-secteurs de la fabrication de boisson, de produits alimentaires, de caoutchouc ainsi que de la métallurgie.

La morosité dans le secteur secondaire a, cependant, été modérée par la bonne tenue notamment des sous-secteurs de la transformation et conservation de viande et poisson, du travail de grain, de l'énergie et de la construction.

La transformation et conservation de viandes et poisson, en difficulté l'année précédente, devrait se redresser en 2013 à la faveur des conditions favorables dans l'élevage mais également des investissements étrangers nouvellement injectés dans la filière poisson. Ainsi, globalement, le sous secteur est attendu en hausse de 10 % après une baisse de 9,8 % en 2012.

Le travail de grain, pour sa part, devrait se conforter de 8% en 2013, suite au fléchissement observé un an auparavant consécutivement aux mauvais résultats de l'agriculture en 2011. Ce regain d'activité reflète l'effet positif de la bonne campagne agricole 2012/2013 dans le sous-secteur. Celle-ci a été marquée par une augmentation significative des productions de riz, de mil et de sorgho comparativement à 2011.

Concernant le sous-secteur énergie, les investissements réalisés à ce jour dans l'électricité, dans le cadre du Plan de restructuration, ont permis de renforcer les capacités d'au moins de 522,17 Mégawatts (MW) en 2013 soit une augmentation de 60MW par rapport à 2012. En effet, cette hausse s'explique par la mise en place de quatre groupes de 15 MW chacune, fonctionnant au diesel et la mise en service de la centrale de Félou d'une capacité de 15 MW. Ce dispositif conjugué à la bonne tenue du segment « Eau » devrait se traduire par un renforcement de 4% de la valeur ajoutée du sous-secteur (contre -2% et +11,7% respectivement en 2011 et 2012).



Dans le sous-secteur de la construction, l'activité devrait se relancer en 2013 avec une progression de 6% portée notamment par la poursuite des travaux de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD), les travaux de prolongement de l'autoroute AIBD-Mbour ainsi que par les projets financés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA).

Le secteur secondaire a, par ailleurs, tiré avantage de la tendance haussière dans les sous secteurs de la fabrication du cuir (+9%contre +0,9% en 2012), du travail du bois (+5,6% contre +8,7% en 2012) et de la fabrication de papier et carton (+5,8 % contre + 7,1 % en 2012)

Contrairement à l'industrie, le secteur tertiaire semble renouer avec le dynamisme après une atonie sur la période récente. Ce regain de croissance traduit la vigueur des activités de transport, des postes et télécommunications, des services financiers et des services aux entreprises.

Au niveau du transport, l'activité enregistre une relance à la faveur : (i) des conditions favorables dans le transport aérien avec notamment la baisse des tarifs sur certaines lignes et ; (ii) de l'accélération du renouvellement du parc automobile dans les transports en commun ainsi que de l'effet positif de la campagne agricole 2012/2013 sur le transport à travers l'acheminement des productions vers les points de vente. A ce titre, le sous-secteur est projeté en hausse de 10% en 2013 contre un recul de 6% l'année précédente.

Dans les postes et télécommunications, l'activité semble connaître un nouvel essor favorisé par la montée en puissance de la concurrence depuis l'arrivée du troisième opérateur sur le marché de la téléphonie et de l'internet. Le sous-secteur devrait se renforcer de 7,9% en 2013 après une hausse de 6,7% en 2012. Ce dynamisme est perceptible à travers les taux de pénétration dans la téléphonie mobile et l'internet qui ont atteint des proportions appréciables. En effet, à fin juin 2013, ils ressortent respectivement à 93,6% et 9,02%. L'importante évolution notée dans le marché de l'internet est le fait du développement de l'internet mobile qui connaît une nette expansion sur la période récente.

Pour ce qui est des services financiers, ils sont attendus en progression de 6,1% (contre +12,8% en 2012), portés par la bonne tenue des crédits à l'économie.

Les activités de services aux entreprises projetées en hausse de 4,5% en 2013 (contre +4,8% en 2012) tireraient avantage de la relance de l'économie.

La reprise dans le secteur tertiaire est également soutenue par la bonne tenue des services d'éducation et de santé respectivement attendus en hausse de 4% et 4,3% (contre 5,4% et 8,5% en 2012).

Dans les sous-secteurs du commerce et des services d'hébergement et de restauration, l'activité a crû à un rythme modéré. S'agissant des activités commerciales qui subissent les difficultés rencontrées dans l'industrie, elles devraient s'inscrire en hausse de 3%, soit quasiment au même rythme qu'en 2012. Pour ce qui est des services d'hébergement et de restauration, le retour à la croissance se ferait timidement, en liaison notamment avec la persistance de la morosité économique dans la zone Euro.